

Le parquet et les maires main dans la main



*De gauche à droite : Bernard Farret, procureur adjoint,
Marie-Thérèse de Givry, procureur
de la République, et Philippe Houillon,
député-maire de Pontoise.*

Ores de la moitié des 185
nous, et // est primordial que nous nous connaissions
m maires du Val-d'Oise mieux pour travailler
avaient répondu présent, ensemble encore plus étroi-
vendredi soir dernier, à l'in-temment».

invitation de la procureure de la République, Marie-Thérèse Givry. But de cette rencontre : missions, du volume et de la nouer des liens entre le parquet nature des procédures et les maires qui se trouvent, pénales traitées par le tri-depuis la loi du 7 mars 2007 bunal de Pontoise. L'occasion au cœur des dispositifs de d'expliquer, par exemple, la prévention de la délinquance. nécessaire graduation des « *Vous êtes des partenaires* » sanctions prononcées à l'essentiel, a tenu à souligner, contre des auteurs de faits dès le début de la réunion, la délictueux.

patronne du parquet de Pantoise. Des relations nouvelles se sont



Près d'une centaine de maires du Val-d'Oise ont pris part à la réunion organisée par le parquet de Pontoise. Des maires qui se trouvent, depuis la loi du 7 mars 2007, au cœur des dispositifs de prévention de la délinquance.

votre commune, a confié République a aussi profité de maires— qui contribuent à la Marie-Thérèse de Givry. Je l'occasion pour rappeler aux prévention de la délinquance, sais aussi que certains maires leur rôle central dans la de se parler. Et pour cela, de d'entre vous se plaignent de prévention de la délinquance. Un nouveaux outils ont été ne pas savoir ce qu'il advient rôle explicité par Philippe prévus qui, certes, ne sont pas des mis en couse, après leur Houillon, député-maire de encore tous utilisés». Face interpellation. C'est tout cela Pontoise, qui a été le rapporteur au flot de questions et de que nous devons ensemble de la loi de 2007. «Certains on dit remarques des élus qui ont clarifier pour une meilleure qu'avec ce texte les maires conclu la réunion, décision compréhension mutuelle». devenaient des shérifs. C'est très a été prise de Assumant la «politique de réducteur et surtout, c'est faux. régulièrement reconduire ce répression» qu'elle fait Cette loi doit simplement permettre type de rencontre. La promettre en œuvre par les à tous les professionnels —dont chaîne sera organisée par vingt-six magistrats du les l'Union des maires du Val-d'Oise dont le orésident.

Yanick Paternotte, a promis de préparer le contenu a compilant les thèmes les plus souvent évoqués par ses collègues.

À ce titre, les véritables pouvoirs du maire en tant qu'officier de police judiciaire devront sans doute faire l'objet d'une sérieuse clarification, le flou autour de cette question semblant finalement la chose la mieux partagée par les élus du déoartement. F.P.